

# Du Sud vers le Nord : la reproduction de méthodes et de pratiques pour répondre aux problématiques sociales

Table-ronde // Economie sociale et solidaire et Social business



## Modérateur

### Olivia Verger-Lisicki

Responsable Programme BoP,  
IMS-Entreprendre pour la Cité

## Intervenants

### Daniel Dantand

Chef de Projets Responsabilité Sociétale à la  
Direction de la Stratégie et du  
Développement Durable, GDF SUEZ

### Bénédicte Faivre-Tavignot

Directrice Exécutive, Chaire Social Business,  
HEC

### Carlos de Freitas

Coordinateur, Palmas Institute Europe

### Maria Nowak

Présidente Fondatrice, Adie

## Résumé analytique

La microfinance est née dans les pays du Sud pour les bénéficiaires du Sud. Vingt ans plus tard, les pays du Nord ont importé cette méthode pour résoudre leurs propres problèmes issus de la pauvreté.

Comment assurer un transfert de compétences ? Quelles sont les autres bonnes pratiques en faveur de la réduction de la pauvreté que les pays du Nord pourraient emprunter des expériences des pays du Sud ?

## Synthèse

Alors qu'on évoque bien souvent le transfert d'innovations du Nord vers le Sud, on constate que ce mouvement tend actuellement à s'inverser. En effet, l'innovation, notamment sociale, n'est plus l'apanage des pays développés. Au Sud, la créativité et la richesse des initiatives prenant en charge des besoins sociaux n'ayant trouvé aucune réponse satisfaisante inspirent de plus en plus le Nord dans la recherche de solutions sociétales nouvelles. La prise de conscience de différents acteurs (publics, associatifs, économiques) est croissante dans ce sens, à l'heure où l'on parle de plus en plus de **reverse innovation** (innovations conçues dans les pays émergents, puis développées mondialement) et où, surtout, le Nord est confronté à la montée des précarités qui nécessite des approches inédites pour répondre à l'ampleur des besoins.

Au-delà de l'enjeu d'innovation cher aux entreprises, celles-ci ont un intérêt grandissant pour le sujet, avec :

- la volonté du secteur privé de contribuer à la lutte contre la pauvreté, au-delà de la pure philanthropie ;
- la stagnation des marchés « classiques » dans les pays développés, qui pousse à investir de « nouveaux » marchés auprès de clientèles jusque-là délaissées ;
- une motivation forte des salariés sur ces projets qui renouent avec leur recherche de sens au travail.

Mais comment peut-on importer les approches du Sud, avec toutes leurs spécificités, au Nord ?

Les intervenants ont mis en avant différents freins :

- La mauvaise connaissance des populations en situation de pauvreté est le principal frein actuel. Il faut aller à la rencontre de ces personnes pour apprendre à les comprendre et délimiter les contours de cette pauvreté.
- Le cadre légal du Nord : au Sud, le cadre pour lancer les démarches est souvent informel. Dans les pays développés, les démarches sont rendues longues et difficiles car la réglementation n'est pas encore adaptée à ces projets.

- Il faut faire avec l'existant au Nord quand au Sud les démarches partent d'un terrain plus vierge, où la marge de manœuvre est plus grande.

Dans ce cadre, les conditions de succès suivantes pour des applications au Nord ont été soulignées :

- La vision doit être systémique : tous les leviers doivent être activés au Nord, du législatif à l'échelon citoyen. Il est important de trouver une pédagogie de formation de l'opinion publique sur les sujets de lutte contre la pauvreté. Les citoyens ont un rôle essentiel à jouer pour faire bouger les lignes et permettre une réaction pertinente des autorités publiques.
- L'approche doit être expérimentale, avec des tests sur des zones pilotes avant d'envisager des applications à grande échelle.
- Le projet doit être envisagé sur le long terme : il faut sortir du modèle de « court termiste » ambiant et concevoir ce transfert d'innovations sur un temps long.
- Tous les acteurs qui ont un rôle à jouer doivent travailler de façon conjointe : la co-création est une démarche nécessaire, les entreprises doivent s'associer aux ONGs et associations qui ont une forte légitimité et une bonne connaissance du terrain. Elles doivent également aider les entrepreneurs sociaux à changer d'échelle.
- Les réponses apportées aux besoins sociaux nécessitent une approche transversale, prenant en compte l'interdépendance forte des difficultés rencontrées par les populations pauvres (emploi, logement, accès aux biens essentiels...).
- Les populations pauvres ne doivent plus se sentir stigmatisées : dans les pays en développement, la pauvreté n'est pas vécue comme une honte et il s'agit bien souvent d'une pauvreté active. En France, et dans les pays du Nord plus généralement, les personnes en situations de pauvreté ont un sentiment fort d'exclusion et il faut arriver à leur rendre leur dignité.

Sur la question du transfert des innovations en faveur des populations pauvres du Sud au Nord, il apparaît donc que l'agrégation de plusieurs



acteurs est essentielle. Chacun à un rôle à jouer par rapport à ce qu'il peut apporter : les entreprises pour leur approche économique, les associations et ONG pour leur légitimité et leur connaissance de ces populations, l'Etat et les autorités publiques pour la constitution du cadre législatif et les citoyens pour la pression qu'ils peuvent exercer pour faire avancer et changer les choses. L'opinion publique doit être transformée. Même si les freins sont nombreux, la prise de conscience et l'intérêt montants pour le sujet sont autant de leviers à actionner pour mettre en place les démarches qui permettront de faire reculer la pauvreté dans les pays du Nord.

Rapporteur officiel :

**Daphné Leclabart**, IMS-Entreprendre pour la Cité

---